

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Hyper U d'Évron

Compte-rendu

Vendredi 7 novembre 2025, de 10h00 à 13h30

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **William LIMOUSIN**, Directeur du cluster France Ouest, Lhoist
- **Emilie GALHAUT**, Responsable des carrières de l'usine de Neau, Lhoist
- **Serge BEUCHER**, Contrôleur de gestion Lhoist France Ouest
- **Olivier AUDOUARD**, Responsable exploitation usine de Neau
- **Michel FAURE DUDREUILH**, Responsable Fabrication usine de Neau
- **Christian LE GARGEAN**, Délégué Territorial Adjoint Centre-Atlantique, NaTran

Garante désignée par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Catherine TREBAOL**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette présence au Hyper U d'Evron s'inscrivait dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO₂. L'objectif était d'informer, d'écouter et de répondre aux questions du public sur le projet et sur le dispositif de concertation. Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres de la concertation jusqu'au 19 décembre 2025.

Plusieurs documents de la concertation ont été distribués au cours de la matinée, et la possibilité de déposer un avis ou une question sur le site internet de la concertation a été systématiquement rappelée

Teneur générale des échanges

Dans la matinée, les maîtres d'ouvrage ont rencontré une trentaine de personnes et ont pu répondre à leurs questions sur le projet GOCO₂.

La plupart des personnes rencontrées connaissaient l'entreprise Lhoist et identifiaient le lien entre le projet et l'usine de Neau. Les échanges ont principalement porté sur le fonctionnement du projet et ses impacts.

De manière générale, les discussions ont été riches, avec des personnes à la fois curieuses d'en savoir plus, et attentives aux conséquences du projet sur l'environnement et surtout la vie locale.



Perception du projet et attentes exprimées

Globalement, le projet est décrit par plusieurs personnes comme « *louable et nécessaire pour l'avenir* ». Il a également été qualifié de projet « *écolo* » par de jeunes personnes, dont l'une avait déjà travaillé chez Lhoist et l'autre chez Lafarge.

Dans le même temps, des interrogations demeurent sur ses impacts environnementaux et sur la manière dont il s'articule avec des efforts plus larges de réduction des émissions. En effet, plusieurs personnes indiquent que le projet leur paraît globalement positif, tout en suscitant des questions importantes en termes d'effets. Une personne résume cette ambivalence : « *Je trouve que le projet est bon... mais ça pose des questions liées aux impacts sur l'environnement.* »

Par ailleurs, un attachement fort au « *fabriqué en France* » et aux retombées socio-économiques locales a été exprimé. Pour plusieurs personnes, le projet doit contribuer à « *faire vivre le territoire* » et s'inscrire dans une logique de « *faire local* », perçue comme vertueuse.

Des attentes fortes ont été exprimées autour de la sobriété et de la réduction à la source des émissions : « *Un tuyau qui traverse tout le territoire pour mettre du CO₂ dedans ? Je trouve ça surprenant ! Pourquoi on n'aide pas les entreprises à émettre moins de déchets d'abord ?* »

Pour plusieurs participants, il est « *nécessaire et important de consommer moins* » et de réduire les émissions avant de capter et d'enfouir le CO₂.

Enfin, une agricultrice du territoire déplore de ne pas pouvoir acheter de la chaux en direct auprès de Lhoist, ce qui renvoie à la question des liens économiques locaux et des circuits courts.

Concernant les canalisations de transport du CO₂, elles sont, pour certains, plutôt rassurantes car elles sont enterrées : leur invisibilité est vue comme un élément limitant les nuisances pour les riverains.

Questions et points de vigilance soulevés

De nombreuses questions ont été posées au sujet du projet, de son fonctionnement et de ses conséquences à long terme.

Elles ont porté notamment sur :

- Le transport du CO₂ et les canalisations :

Les participants ont souhaité comprendre précisément comment le CO₂ serait transporté : nature du réseau, principe de fonctionnement, sécurité, impacts des travaux. Certaines personnes s'interrogent sur les risques potentiels et sur la cohérence globale de la démarche.

- La rentabilité et le coût du projet :

Des questions ont été soulevées sur la rentabilité et le coût global du projet : « *Le projet coûte cher... est-ce que ça vaut vraiment le coup ?* ». L'impact éventuel sur le prix du ciment pour les consommateurs est également être une source d'inquiétude pour les citoyens.

- Le stockage géologique et son efficacité :

Le stockage en mer du Nord, au large de la Norvège, a suscité de nombreuses interrogations : « *le stockage en mer est-il une technique éprouvée ?* » ; « *Quels sont les risques et l'efficacité à long terme ?* » ; « *Pourquoi envoyer le CO₂ en*

Norvège alors que nous avons la mer ici ?» ; « Existe-t-il des gisements adaptés plus proches ?» ; « Que devient le CO₂ une fois injecté et que se passe-t-il s'il s'échappe ?».

Les participants ont demandé des précisions sur :

- Les techniques de liquéfaction du CO₂ et les grandes étapes du procédé.
- Le calendrier du projet, de la phase de concertation à la mise en service.
- Les mesures complémentaires de séquestration locale :

Une agricultrice a proposé de compléter le captage et le stockage géologique par des actions de type plantation d'arbres, en demandant « *une partie de la récupération du CO₂ par la plantation de plus d'arbres* ». Cette proposition renvoie à une attente de bénéfices visibles et locaux en matière d'environnement.

- Articulation avec d'autres démarches territoriales :

Une personne a évoqué le projet [AUPE](#) (Acteurs unis pour l'eau), qui réunit la régie des eaux, Lhoist, d'autres industries, des agriculteurs, des acteurs de la filière eau et des collectivités. Cette mention illustre l'intérêt pour les synergies possibles entre le projet GOCO₂ et d'autres démarches locales associant les acteurs économiques et les territoires.